Convention relative à l'occupation temporaire du domaine public

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UNE ACTIVITE ECONOMIQUE

Entre :

- la ville de Strasbourg représentée par Monsieur Roland RIES, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX ;

Et :

- la Sociétéreprésentée par,
....., dont le siège social est situé au
- ...Dénommé le bénéficiaire.....

ARTICLE 1^{er} : Objet

A compter de la notification de la présente (article 5), la ville de Strasbourg autorise
..... à occuper la dépendance située au Jardin des Deux Rives conformément aux conditions d'usage définies à l'article 5.

ARTICLE 2 : Nature de l'autorisation

La présente convention constitue un contrat administratif. Par conséquent, elle est régie par les règles du droit administratif et notamment les règles édictées par le code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

ARTICLE 3 : Caractère intuitu personae

La présente convention est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra céder à titre onéreux, ou même gratuit, son droit d'occuper le domaine public sous peine de résiliation immédiate.

Un changement de contrôle intervenant dans la situation capitalistique du bénéficiaire entrainera la résiliation de plein droit de la convention.

ARTICLE 4 : Activité autorisée

Exploitation d'un emplacement au Jardin des Deux Rives pour de la petite restauration et boissons, sur l'assise spatiale fixée dans le plan figurant en annexe de la présente convention.

ARTICLE 5 : Conditions d'occupation

L'exploitation de cette activité sur le domaine public de la ville de Strasbourg est subordonnée aux conditions suivantes :

5.1 : Sécurité publique

1. Le titulaire devra se conformer strictement aux horaires et conditions d'exploitation et aux dimensions spécifiées. Il devra en outre veiller à ce que ses clients ne déplacent pas le mobilier, afin de ne pas entraver le cheminement des piétons. En cas de circonstances exceptionnelles nécessitant l'enlèvement de ces installations, le titulaire de l'autorisation devra respecter immédiatement les injonctions des services de Police ou des agents de la Ville.
2. Chaque soir, les objets utiles à cette activité devront être rangés de manière à limiter l'encombrement. Ces opérations de rangement devront s'effectuer avec un maximum de précaution afin de ne pas déranger le voisinage. A cette fin, les matériaux utilisés devront être de qualité et non bruyants. L'ensemble devra être retiré de la voie publique après expiration de la présente autorisation et de manière générale en cas de non exploitation prolongée (supérieure à huit jours).
3. Il appartient au titulaire de garantir la sécurité de ses clients en toutes circonstances. Il lui appartient d'être vigilant notamment en cas de vents forts :
 - au-delà de 60 km/h annoncés, la terrasse doit être évacuée
 - au-delà de 80 km/h annoncés, le mobilier devra être également mis à l'abri*A cette fin, le titulaire est invité à consulter quotidiennement les renseignements météorologiques.*
4. Le titulaire est responsable de tous dommages qui pourraient découler de son exploitation pour les tiers, et des dégradations de la chaussée résultant de cette occupation. La terrasse et ses abords immédiats doivent être constamment tenus en parfait état de propreté. Il est strictement interdit d'évacuer les balayures et déchets de toutes sortes sur la voie publique ou dans le caniveau.

5.2 Développement durable.

5.2.1 Aspects environnementaux.

1. Les éventuelles installations destinées au chauffage de l'installation et de la terrasse le cas échéant ne devront pas rejeter de gaz à effets de serre.
2. Les peintures et lasures du mobilier contenant des perturbateurs endocriniens sont interdites.
3. L'exploitant limitera sensiblement l'émission de déchets alimentaires issus de l'exploitation de son établissement. A ce titre, il est tenu de mettre en place un système de valorisation des déchets alimentaires, reposant sur les deux instruments suivants :
 - Mise à disposition gratuite de « gourmets bags » permettant aux clients d'emporter les aliments non consommés de leurs repas ;
 - Compostage systématique des déchets alimentaires.
4. L'exploitant est tenu de mettre en place un système de tri des déchets générés par son établissement.

5.2.2 Aspects sanitaires.

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, et en particulier d'urgence sanitaire jusqu'au 24 juillet et au-delà selon l'évolution et les directives préfectorales, le titulaire prendra toutes les mesures édictées par les autorités nationales et territoriales nécessaires à la sécurité sanitaire de ses employés et de ses clients au sein du jardin des Deux Rives lors de son activité.

5.3 Esthétique

Le mobilier est tenu de respecter les dispositions de la charte des espaces verts, disponible sur le site Strasbourg.eu.

ARTICLE 6 : Durée

La présente convention prendra effet le **3 juillet 2020**.
Elle est conclue pour une durée de 2 mois.

ARTICLE 7 : Redevance d'occupation du domaine public

7.1 Montant de la redevance

L'occupation de l'espace donne lieu à la perception d'une redevance calculée selon l'arrêté tarifaire voté en Conseil Municipal du 16 décembre 2019. Elle est à acquitter dès réception de l'avis de paiement émanant de la Recette des Finances.

La redevance sera versée mensuellement, et ne fera l'objet d'aucun remboursement partiel en cas de dénonciation de la convention en cours d'année par l'une ou l'autre partie.

7.2 Obligation de paiement

Le bénéficiaire est tenu de s'acquitter des redevances dès réception de l'avis de paiement. Tout retard de paiement entraînera l'application automatique d'une pénalité de retard forfaitaire de 8% du montant annuel par semaine de retard, accompagnée des intérêts moratoires correspondants, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

ARTICLE 8 : Modifications

Toute modification est subordonnée à l'accord exprès des deux parties, sous réserve d'une modification unilatérale émanant de la ville de Strasbourg, nécessitée par un motif d'intérêt général.

ARTICLE 9 : Obligations à la charge de la ville de Strasbourg

La ville de Strasbourg est tenue d'avertir le bénéficiaire, par tous moyens à sa convenance, de la réalisation de travaux dans l'assise spatiale où se situent les appareils qui nécessiteraient une interruption de l'exploitation de ceux-ci.

Le bénéficiaire ne pourra réclamer aucune indemnité à la ville de Strasbourg du fait de cette interruption.

ARTICLE 10 : Pénalités de retard

Hormis l'hypothèse de l'article 7, tout retard dans l'exécution d'une obligation quelconque dans le cadre de la présente convention entrainera l'acquittement par le prestataire d'une somme forfaitaire de 250 euros par semaine de retard, après mise en demeure du prestataire.

ARTICLE 11 : Responsabilité

Le bénéficiaire sera entièrement et exclusivement responsable tant envers la ville de Strasbourg qu'envers les tiers de toutes les conséquences dommageables ou autres que pourrait entraîner le bénéfice de la présente convention. En cas de dommage causé au domaine public, le titulaire est tenu d'indemniser la ville de Strasbourg en sus des pénalités figurant à l'article 10 de la présente convention.

En aucun cas la ville de Strasbourg ne pourra être appelée à comparaître dans les procès que le bénéficiaire aurait à soutenir contre des tiers, quels qu'en soient les motifs, la nature et l'origine de ce procès.

ARTICLE 13 : Terme de la convention

13.1 Reprise de possession

A l'expiration de la convention, le bénéficiaire devra restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux à la fin de la convention, le bénéficiaire devra soit remettre les lieux en l'état (sous peine de paiement d'une astreinte de cinq cents euros par jour de retard) soit rembourser à la ville de Strasbourg, sur présentation de la facture, les travaux que cette dernière aura dû réaliser ou faire réaliser en lieu et place du bénéficiaire.

13.2 Hypothèses de termes

Terme normal

La convention prend fin à la fin de la période définie dans l'article 6.

Résiliation unilatérale

Chaque partie peut mettre unilatéralement fin à la convention, sous réserve d'une manifestation explicite de volonté portée à la connaissance de l'autre partie un mois avant le terme souhaité.

La résiliation unilatérale n'entraîne aucune indemnisation, qu'elle soit le fait de l'autorité domaniale ou le fait de l'occupant.

Résiliation amiable

Les parties peuvent décider d'une résiliation amiable à n'importe quel moment de l'exécution de la convention.

Résiliation pour faute

La ville de Strasbourg peut résilier la convention en cas de faute imputable à l'occupant, résultant notamment d'une inexécution des obligations issues de la présente convention.

Résiliation unilatérale de la ville de Strasbourg justifiée par un motif d'intérêt général

La ville de Strasbourg peut à tout moment résilier la convention pour un motif d'intérêt général. Elle notifie cette résiliation au titulaire en lui laissant un délai raisonnable pour quitter les lieux, qui ne saurait être inférieur à trois jours ouvrables.
Une telle résiliation n'entraîne aucune indemnisation de l'occupant.

ARTICLE 14 : Tribunal compétent

Tout différend non résolu à l'amiable né de l'application de la présente convention sera soumis à l'appréciation du tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 15 : Notification

La présente convention sera notifiée au bénéficiaire par tout moyen.

Fait Strasbourg, le

Le Bénéficiaire

Le représentant ville de Strasbourg

ANNEXES

Plan relatif à l'emprise spatiale de la dépendance (annexe 1)